

Gaspiillage et mauvaise gestion

l'affaiblissement de nos industries devant l'invasion des produits importés, des produits étrangers, les crédits insuffisants pour créer de l'emploi dans les régions économiquement faibles, et surtout les taux d'intérêt très élevés que nous avons à payer sur les emprunts du gouvernement, tant fédéraux que provinciaux, sur les emprunts municipaux et les emprunts des commissions scolaires.

Mes deux préopinants ont parlé abondamment du gaspiillage de notre gouvernement. Je me réfère au fait qu'ils ont oublié de mentionner. J'ose croire que c'est un oubli, qu'à ce jour il existe un gaspiillage éhonté et que nous payons chaque jour plus de 17 millions de dollars, 17.9 millions de dollars pour être plus précis, en intérêts sur la dette de notre pays. Et nous du Parti Crédit Social du Canada, nous sommes convaincus qu'il s'agit là d'un gaspiillage éhonté, puisqu'on pourrait fort bien se servir de la Banque du Canada pour créer les crédits nécessaires et ainsi être endettés envers nous-mêmes plutôt qu'envers les étrangers. Alors le gouvernement d'en face et l'opposition, sauf nous, oublie de parler de ces choses très importantes, surtout quand on veut signaler à la population canadienne l'incurie de notre gouvernement face au gaspiillage qui se pratique constamment.

Monsieur le président, lors de cette motion présentée en novembre 1977, je demandais, et je demande toujours au nom de la population de ma circonscription, soit celle de Rimouski, et de la région gaspésienne en général, je demandais au gouvernement, à ce moment-là, de prendre des mesures immédiates pour assurer la liberté et la sécurité aux travailleurs, aux ouvriers, aux cultivateurs, aux mères de famille et à la population en général. Et je demandais également de bien vouloir créer des emplois pour notre jeunesse qui sort des universités et des CEGEP avec de beaux grands diplômes, de beaux grands parchemins, mais qui sont en face du néant, qui n'ont pas de travail. Monsieur le président, ces gens-là ont du cœur et de la volonté, ils veulent gagner leur vie honorablement. Ils sont en face de l'incompétence du gouvernement, du chômage, de l'assistance sociale et de la misère.

Monsieur le président, alors que l'incompétence du gouvernement semble être devenue sa marque de commerce et que les inégalités régionales s'enveniment, il devient de plus en plus difficile de trouver des emplois dans certaines régions et à la suite des coupures budgétaires, ce sont également ces régions qui souffrent inutilement de ces mesures draconiennes, les régions, comme je l'ai dit tantôt, les plus démunies.

● (1610)

Au moment où j'ai pris la parole, le 17 octobre dernier, en réponse au discours du trône, le taux de chômage dans ma région était de 15 p. 100; dans ce domaine notre région n'était dépassée au Québec que par quelques dixièmes par la région Abitibi-Témiscamingue. Aujourd'hui, monsieur le président, même si nous avons un ministre dans notre région, même si les comtés qui nous entourent sont tous des comtés libéraux, le taux de chômage a tristement atteint 21.2 p. 100, soit le taux le plus élevé du Québec qui vient tout de suite après celui de la région de Corner Brook, à Terre-Neuve qui, elle, a un taux de chômage de 24.3 p. 100. Alors, monsieur le président, il est important de rappeler cette situation à la première occasion. Pour ma part, j'ai toujours tenu à rappeler ces choses, car si

[M. Allard.]

l'on veut que le Canada se développe dans l'harmonie, il faut pallier ces inégalités économiques. Ce qui est le plus décourageant, c'est que le fossé qui sépare les régions riches des régions pauvres s'est encore agrandi.

J'en reviens donc, monsieur le président, à la pertinence de la motion d'aujourd'hui, le gaspiillage du gouvernement. Le dernier exemple que nous avons eu, et probablement le moins justifiable, est sans doute le fameux contrat de 23 millions de dollars passé avec la Compagnie General Instruments pour mettre sur pied la fameuse Loto-Select qui a eu une vie très éphémère. Le gouvernement fédéral s'était encore entêté à passer par-dessus les provinces pour faire à sa guise et pénétrer en sournois dans un domaine réservé aux provinces. Outre les pertes financières encourues par l'annulation de ce contrat, il y a également l'arrogance que ce gouvernement pratique à l'égard des provinces. Or les provinces n'acceptent plus ces incursions et font davantage front commun, ce qui a eu pour effet que le gouvernement a dû faire marche arrière, et ce sont les contribuables canadiens, nous tous, qui payons l'orchestre sans avoir la musique, qui font les frais de l'incompétence du gouvernement d'en face.

Monsieur le président, le 23 octobre dernier, l'honorable ministre des Finances nous demandait l'autorisation de faire un tout petit emprunt supplémentaire de 17 milliards de dollars pour les affecter à des dépenses dites d'exploitation. Les besoins financiers du gouvernement atteignaient donc des proportions astronomiques, alors même qu'on prenait toutes sortes de mesures pour économiser 4 milliards de dollars en supprimant des services très importants déjà existants. Pendant ce temps, la Banque du Canada épuisait ses réserves pour venir en aide à notre dollar sous-marin, notre dollar qui flotte entre deux eaux depuis déjà plusieurs mois, et tout cela sans résultats, monsieur le président, parce que le dollar est demeuré à 85 cents et a oscillé entre 85 cents et plus et 84 cents, cela d'ailleurs à la satisfaction, il semblerait, du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner).

On a également investi dans toutes sortes de programmes dont la nécessité et l'efficacité étaient douteuses. En effet, parlons, par exemple, de toutes les commissions des prix qui se sont succédées. Nous avons eu la Commission de surveillance des prix, la commission anti-inflation, le centre d'études de l'inflation et de la productivité, enfin la Commission nationale de l'inflation. Je voudrais bien savoir ce qu'ont coûté la mise sur place et le démantèlement de toutes ces commissions qui se sont avérées d'ailleurs totalement inefficaces et qui, de toute façon, n'ont jamais eu de véritable pouvoir.

Parlons maintenant des ressources immobilières. Nous nous retrouvons maintenant avec de l'espace à bureau beaucoup plus important que nous n'en avons besoin, parce que la Fonction publique ne prendra plus d'expansion et diminuera même ses effectifs dans certains cas. Ce sera même pis avec un gouvernement progressiste conservateur, puisqu'il a l'intention d'abolir 60,000 postes de fonctionnaires. De plus, la décentralisation des services gouvernementaux affectera le surplus d'espace immobilier. Le gouvernement a totalement manqué de prévoyance. J'espère qu'il sait où il s'en va. De toute façon, ce verdict n'appartient qu'au peuple, et il ne saura tarder.